

Table des matières

01	Cinquantième anniversaire: les investissements et la Suisse de demain	2
02	Le commerce comme moyen de développement « <i>Aid for Trade at a Glance 2011: Showing Results</i> »	3
03	Mieux exploiter le potentiel des régions « <i>Panorama des régions 2011</i> »	4
04	Administrations publiques sous la loupe « <i>Panorama des administrations publiques 2011</i> »	5
05	Flux migratoires: les conséquences de la crise « <i>Perspectives des migrations internationales 2011</i> »	6
06	Education: la meilleure assurance-chômage? « <i>Regards sur l'éducation 2011</i> »	7
07	Recherche: privilégier la coopération « <i>Science, technologie et industrie: Tableau de bord de l'OCDE 2011</i> »	8
08	Entrepreneuriat: facteur-clé du développement économique « <i>Entrepreneurship at a Glance 2011</i> »	9
09	Autres publications	10
10	Calendrier OCDE	10

01. Cinquantième anniversaire: les investissements et la Suisse de demain

Environ 150 participants, dont d'importants représentants de l'économie, de la science et de la politique, ont fêté le 6 octobre dernier dans les locaux de l'Université de Fribourg, le 50ème anniversaire de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE). La rapide évolution des investissements internationaux dans le cadre d'une économie mondiale toujours plus complexe a été au centre des discussions. Cet événement était organisé conjointement par le professeur Philipp Gugler (Université de Fribourg) et le SECO.

La secrétaire d'Etat et directrice du SECO, Marie-Gabrielle Ineichen, et Pier Carlo Padoan, secrétaire général adjoint et chef économiste de l'OCDE, ont ouvert la conférence avec deux exposés généraux. Une table ronde qui comptait comme invités le conseiller aux Etats et candidat au Conseil fédéral, Alain Berset, ainsi que Helmut Reisen (Centre de développement de l'OCDE), Jan Atteslander (économiesuisse), Herbert Oberhänsli (Nestlé) et Jean-Daniel Gerber (ancien secrétaire d'Etat à l'économie) a offert un stimulant débat.

Finalement, tous les participants se sont accordés à reconnaître le succès économique indéniable des pays de l'OCDE, succès enregistré au cours des cinq dernières décennies en se pliant aux règles et recommandations de l'organisation. Les pays de petite et moyenne taille ont particulièrement profité de l'ouverture croissante des économies occidentales pour les investissements directs. Une critique a néanmoins été émise à l'égard des membres, à savoir qu'ils n'appliquent pas toujours de manière très stricte leurs propres standards, notamment dans les domaines de la gestion durable des finances ou de la libéralisation du marché, quand bien même les analyses et rapports de l'OCDE restent d'une très bonne qualité. Dans une économie globale où les chaînes de production sont de plus en plus complexes, même mesurer et compa-

50 ans de l'OCDE à l'Université de Fribourg



Premier rang de g. à d. Pier Carlo Padoan (Secrétaire général adjoint et Chef Economiste, OCDE), Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch (Secrétaire d'Etat et Directrice, SECO), Stefan Flückiger (Ambassadeur, Délégation suisse près l'OCDE) Alain Berset (Conseiller aux Etats, Canton de Fribourg) et Helmut Reisen (Chef de la Recherche, OCDE)

rer devient considérablement délicat. Enfin, les nouveaux pays émergents gagnant en importance, un déplacement du pouvoir des organisations démocratiquement légitimes telles que l'OCDE, vers des groupes plus informels, comme le G20, a eu lieu.

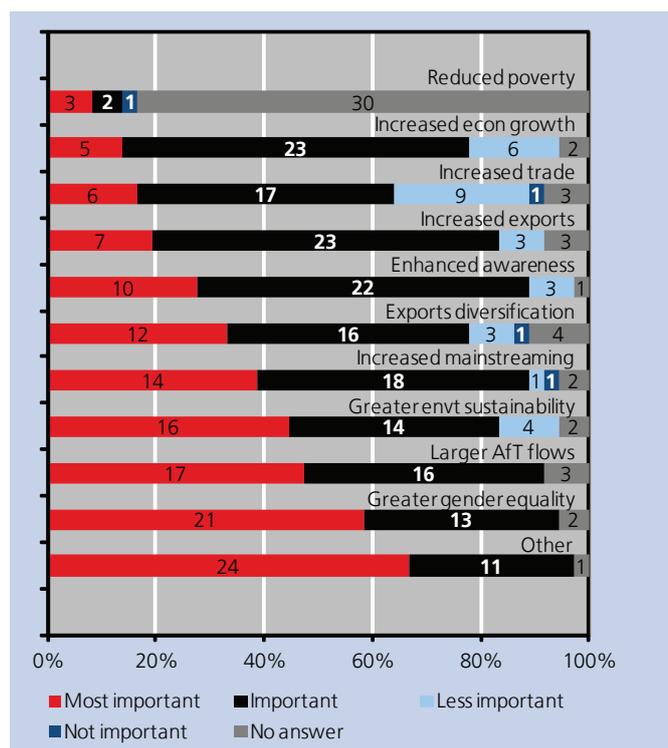
La revue mensuelle du SECO „La Vie économique“ a consacré dans son numéro de septembre un [dossier spécial](#) à l'OCDE à l'occasion de son 50ème anniversaire.

> Table des matières

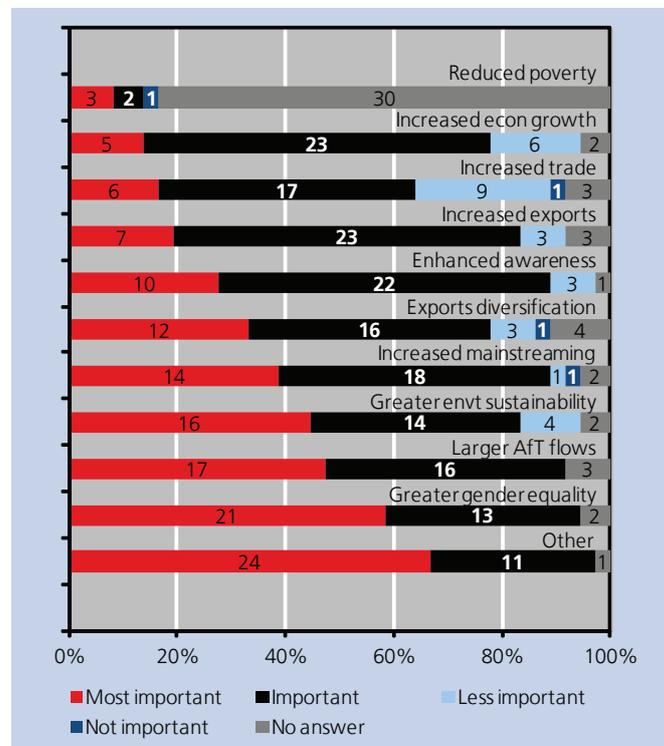
02. Le commerce comme moyen de développement «Aid for Trade at a Glance 2011: Showing Results»

L'OCDE et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont récemment publié «Aid for Trade at a Glance 2011; Showing Results». Ce rapport se penche entre autres sur les attentes respectives des donateurs et récipiendaires, recueillies par le biais d'un questionnaire. Les pays récipiendaires, ou «partenaires», mettent l'accent sur l'accroissement et la diversification des exportations (voir graphique ci-dessous). Moins de 55% (45 pays) considèrent qu'une croissance économique renforcée est «très importante». Seulement 51% (43 pays) pensent que la réduction de la pauvreté est «très importante». Les récipiendaires tendent à essentiellement considérer l'aide pour le commerce comme une fin en soi, plutôt que comme un moyen de promouvoir la croissance économique et le développement. Par ailleurs, ils semblent prêter une plus grande attention aux exportations qu'aux importations. Une des raisons à cela est sans doute l'accent mis dans les négociations commerciales sur l'accès aux marchés, plutôt que sur la réforme des importations. Ce manque d'intérêt pour la dimension des importations dans le développement des échanges commerciaux est regrettable, dans la mesure où il est largement avéré que les importations sont une composante clé de la compétitivité.

Recipients: Main objective is diversified exports



Donors: Main objective is poverty reduction



Les donateurs, quant à eux considèrent la réduction de la pauvreté et la croissance économique comme des priorités absolues (voir graphique ci-dessus). Des objectifs à plus court terme, tels que l'accroissement des exportations ou des échanges commerciaux figurent au deuxième rang. Viennent ensuite des objectifs d'institutionnalisation et plus loin, la durabilité environnementale ou encore le genre. Autrement dit, pour la plupart des donateurs, l'aide pour le commerce constitue un moyen et non pas une fin en soi, à l'inverse donc des pays récipiendaires.

Notons enfin que les prestataires d'aide «Sud-Sud» suivent des priorités qui diffèrent autant de celles des récipiendaires que de celles des donateurs. Ils considèrent le mainstreaming et la conscientisation («awareness») comme des objectifs centraux. Cette différence est sans doute largement explicable par l'accent mis par la coopération «Sud-Sud» sur l'assistance technique et la formation.

L'écart entre les attentes des donateurs et celles des récipiendaires démontre l'importance de rechercher de façon plus active une compréhension commune des objectifs poursuivis, dès la définition et planification des projets.

> Table des matières

03. Mieux exploiter le potentiel des régions «Panorama des régions 2011»

Au sein des pays de l'OCDE, 10% des régions fournissent 40% du PIB et de l'emploi au niveau national. Ainsi, si le potentiel économique de toutes les régions était exploité, cela pourrait aider les gouvernements à faire croître l'économie aussi bien au niveau national qu'aux niveaux régional et local. Afin d'éclairer les décisions des responsables politiques, le «Panorama des régions de l'OCDE 2011» et le site web interactif l'accompagnant (www.ncomva.se/rg), fournissent des statistiques comparatives aux niveaux régional et national sur les facteurs qui affectent l'économie et la qualité de vie des citoyens dans la zone OCDE et les économies émergentes.

Bien que la moitié de la population vive dans des zones urbaines, avec le pourcentage le plus élevé aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni (voir graphique), dans certains pays - Corée, Hongrie et Etats-Unis - les habitants quittent les villes pour s'installer dans des zones intermédiaires ou rurales. Le défi pour les gouvernements est d'encourager la croissance économique de ces zones en offrant les mêmes services - emploi, éducation, santé - que ceux présents dans les villes. Pendant la crise financière, les zones rurales ont perdu plus d'emplois que les villes et dans l'ensemble, certaines régions ont été plus touchées que d'autres. Aux Etats-Unis

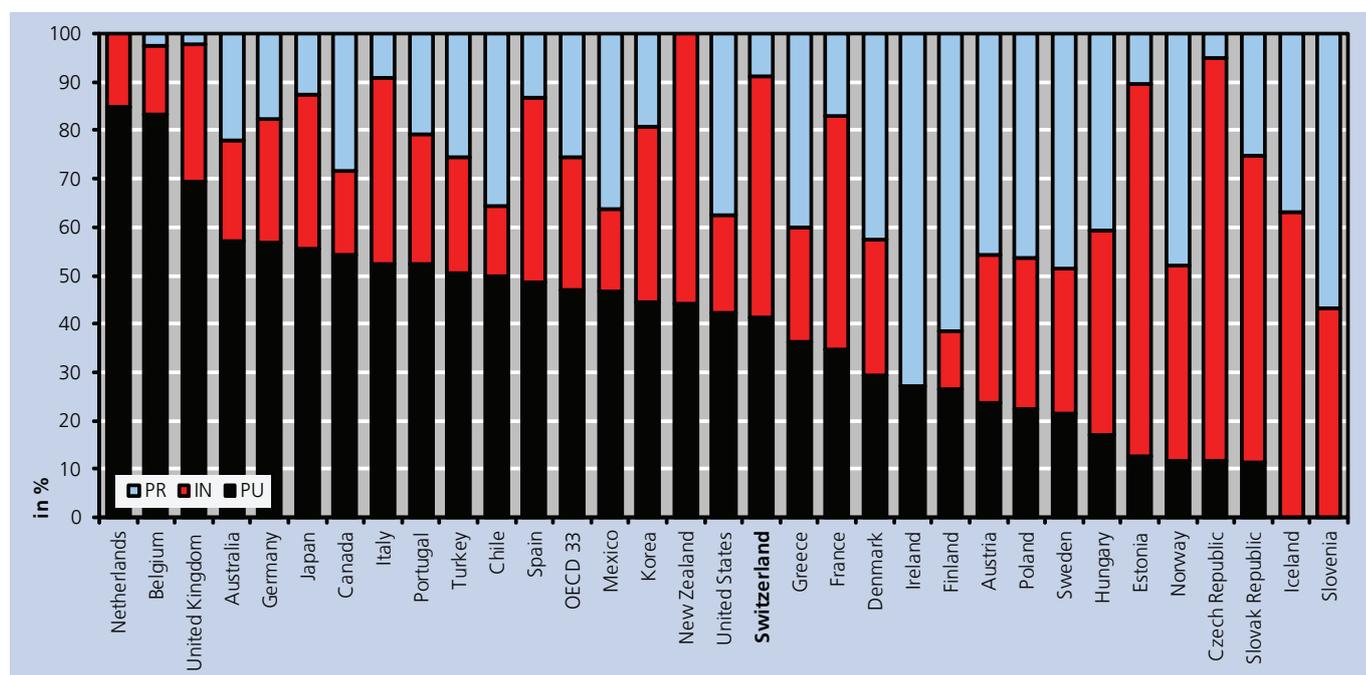
par exemple, 7.5 millions d'emplois seraient nécessaires pour retrouver les taux d'occupation de 2007 et environ 1 million sont nécessaires en Californie seulement.

Dans la plupart des pays, les citoyens ont accès à de meilleures écoles. De plus, à l'exception de la Finlande, des Etats-Unis, de la Corée et du Danemark, les habitants des villes sont bien plus susceptibles d'obtenir un diplôme universitaire que ceux des zones intermédiaires ou rurales. Si les systèmes éducatifs en dehors des grands centres étaient meilleurs, cela permettrait d'augmenter le nombre de travailleurs qualifiés nécessaires pour stimuler la croissance dans toutes les régions.

L'accès inégal aux soins médicaux est un autre défi à relever pour les responsables politiques. Aux Etats-Unis et en Russie par exemple, certaines régions n'ont que deux médecins pour mille habitants et d'autres jusqu'à huit médecins pour mille habitants. Dans les deux tiers des pays étudiés, la grande majorité des médecins travaille dans les zones urbaines. Ceci est d'autant plus inquiétant du fait du vieillissement des populations, puisque dans les deux tiers des pays de l'OCDE, la plupart des personnes âgées vivent dans des zones intermédiaires ou rurales.

> Table des matières

Distribution (population, area) predominantly urban (PU), intermediate (IN), predominantly rural (PR), 2009



04. Administrations publiques sous la loupe

«Panorama des administrations publiques 2011»

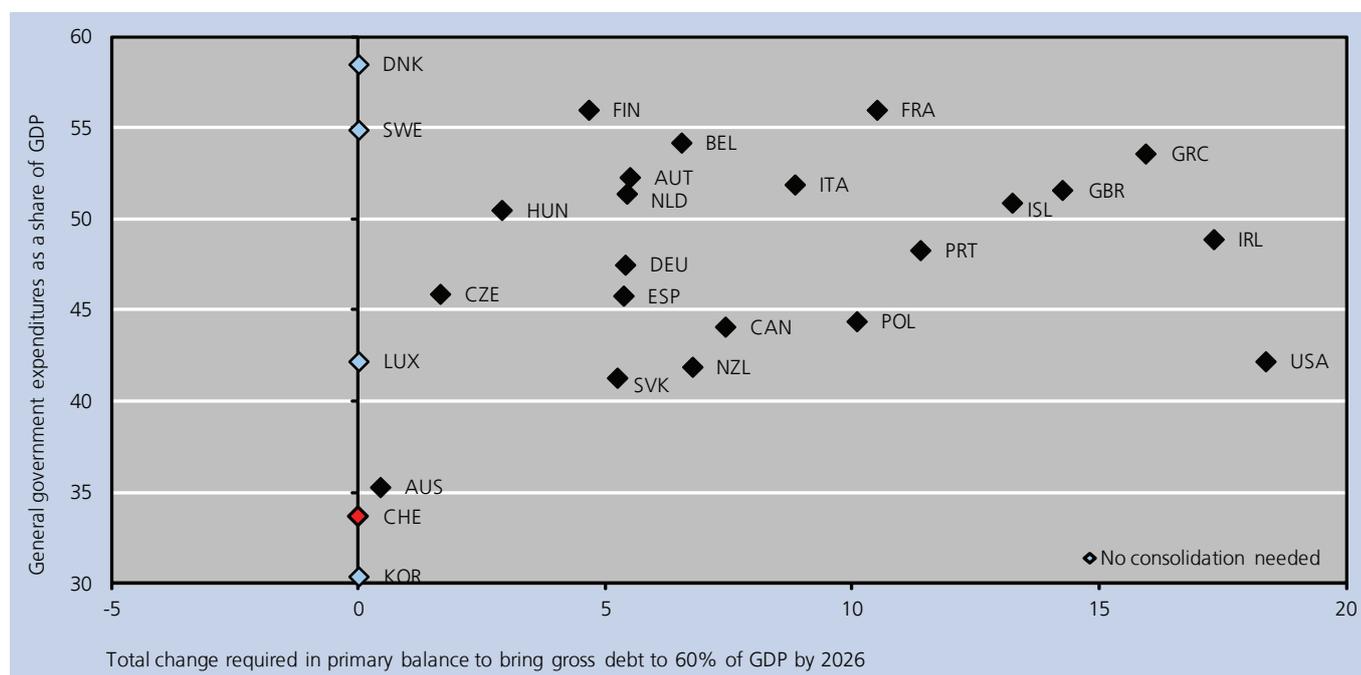
Évaluer les performances de la fonction publique est depuis longtemps reconnu comme une nécessité pour améliorer l'efficacité et l'efficience. Mais, depuis le début de la crise économique et budgétaire en 2008, d'autres nécessités ont fait leur apparition. Pour prendre des décisions éclairées en matière de dépenses prioritaires, de réductions de coûts et d'innovation, les administrations publiques ont besoin de s'appuyer sur des données plus précises, qui s'avèrent plus indispensables que jamais. La publication «Panorama des administrations publiques 2011» fournit un tableau de bord de près de 60 indicateurs pour aider les décideurs politiques et le public à analyser et à comparer les performances des administrations. Les données prises en considération sont issues de toute la «chaîne de production» de l'administration publique: recettes, dépenses, emploi et rémunération, réalisations (outputs) et résultats (outcomes) à l'échelle de l'ensemble du secteur public ou d'un secteur particulier comme l'éducation, la santé ou l'administration fiscale.

Les conclusions qui ressortent de Panorama des administrations publiques 2011 ont une incidence considérable sur les questions de politique générale soulevées par les mesures d'austérité qui sont actuellement prises par la

majorité des pays de l'OCDE. Un exemple: en comparant les dépenses publiques en pourcentage du PIB avant et après la crise, cette publication montre que si la proportion des dépenses a diminué de 0.6 point en moyenne dans les pays membres de l'OCDE entre 2000 et 2007, le poids de l'Etat a en revanche progressé de 4.9 points de pourcentage entre 2007 et 2009. Cette progression ne s'explique qu'en partie par le recul du PIB et reflète surtout le surcroît de dépenses résultant des mesures de soutien qui ont dû être prises pour assurer la stabilité du système financier et stimuler l'économie en réponse à la crise. Entre 2007 et 2009, ce sont les dépenses publiques de l'Irlande (+12.1 points) et de l'Estonie (+10.8 points) qui ont augmenté le plus. Face aux mesures d'austérité à prendre aujourd'hui par les pays de l'OCDE, les responsables politiques doivent s'apercevoir d'un élément important: l'ampleur des consolidations budgétaires à mettre en œuvre n'est pas liée à la taille de l'administration mais plutôt à l'habileté de ses gouvernants à équilibrer revenus et dépenses (voir graphique).

> Table des matières

Fiscal consolidation requirements are unrelated to the size of government, 2009



05. Flux migratoires: les conséquences de la crise «Perspectives des migrations internationales 2011»

En période de récession, les flux migratoires permanents vers les pays de la zone OCDE ont diminué de 7% en 2009. Ce phénomène fut particulièrement marqué au sein des espaces de libre circulation (-22%), ainsi que pour les migrations de travail (-6%). La dernière publication de l'OCDE sur le sujet, intitulée «*Perspectives des migrations internationales 2011*», note pourtant que les baisses se sont avérées moins importantes que ce que l'ampleur de la crise pouvait laisser présager.

La Suisse se situe à la huitième place des pays ayant connu les plus grandes diminutions, avec 18% de nouvelles arrivées en moins par rapport à 2008. Le principal recul est à constater parmi les ressortissants de l'UE15, qui continuent néanmoins de représenter en 2009 deux tiers des flux migratoires (62%), et en particulier chez les Allemands qui fournissaient jusque là 30% du total des migrants.

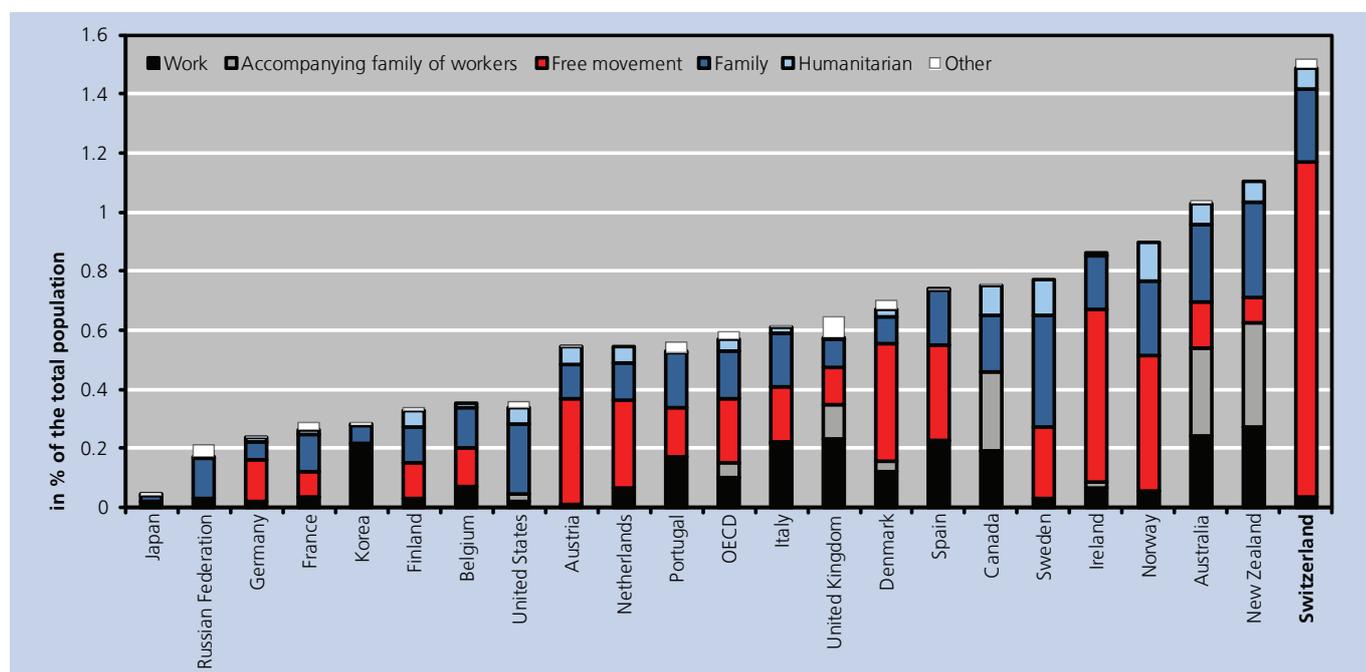
Le graphique ci-dessous peut donc donner une impression trompeuse puisqu'il montre que, malgré les baisses constatées, la Suisse fut le pays de la zone OCDE à

accueillir le plus de nouveaux arrivants en 2009, proportionnellement à sa population. Ceci s'explique par plusieurs éléments. Tout d'abord, la Suisse a toujours été une économie ouverte, au contraire du Japon, qui a d'ailleurs vu ses flux migratoires diminuer de 33% cette dernière année. Ensuite, elle est l'un des pays occidentaux à avoir le mieux résisté à la crise, son taux de chômage étant notamment toujours resté très faible en comparaison internationale. Ainsi, bien que les besoins en travailleurs étrangers n'aient pas été aussi élevés que les années précédentes, la Suisse a continué d'offrir des possibilités de travail, à l'inverse de ses voisins.

L'étude publiée rappelle les apports économiques des migrations, à savoir qu'elles fournissent de la main-d'œuvre faisant défaut dans certains domaines et qu'elles participent au financement des retraites dans des sociétés dont la population vieillit.

> Table des matières

Permanent inflows into selected OECD and non-OECD countries, total and by category of entry, 2009



06. Education: la meilleure assurance-chômage? «Regards sur l'éducation 2011»

La crise économique confirme que l'éducation constitue une bonne assurance-chômage. C'est ce que relève l'OCDE dans l'édition 2011 de sa publication annuelle «*Regards sur l'éducation 2011*». La moyenne OCDE du taux de chômage des 25-34 ans qui ont un diplôme de l'enseignement tertiaire s'élevait à 4.4% en 2009. En comparaison, 11.5% des jeunes adultes sans diplôme de l'enseignement secondaire étaient touchés par le chômage, alors que 8.7% l'étaient l'année précédente.

Regards sur l'éducation contient pour la première fois des chiffres qui montrent une tendance à long terme. L'évolution au sein de la zone OCDE est positive: à la fin des années 50, début des années 60, seuls 13% des individus étaient titulaires d'un diplôme de l'enseignement tertiaire. Ce pourcentage a pratiquement triplé en 2009 pour se situer à 37%. Ce sont la Corée et le Japon qui ont enregistré les plus grands progrès, partant d'un niveau bas à moyen pour disposer aujourd'hui de la plus grande part des 25-34 ans hautement qualifiés (respectivement 63% et 56%).

La tendance vers un plus grand nombre de titulaires de diplôme de l'enseignement tertiaire apparaît aussi en Suisse (voir graphique). En 2009, 28% des 55-64 ans disposaient d'un tel diplôme, contre 40% pour les 25-34 ans.

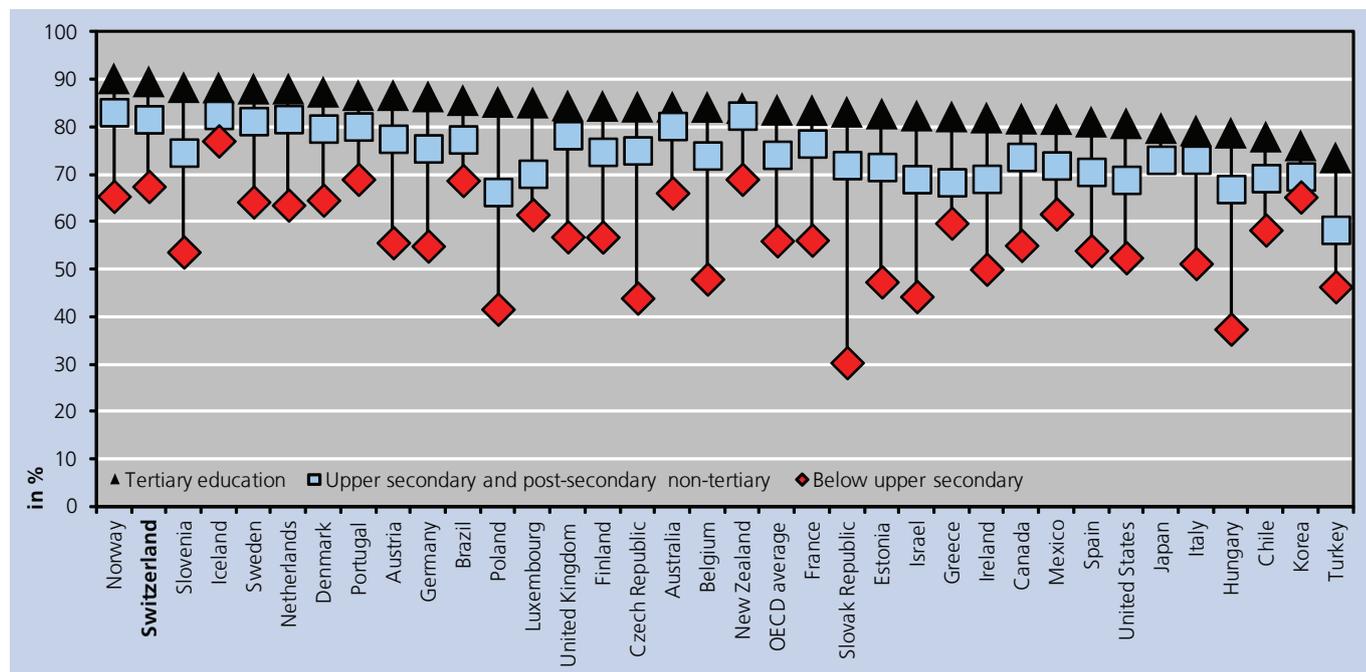
Il est intéressant de noter que la Suisse se situe légèrement au-dessus de la moyenne OCDE concernant le nombre de personnes étudiant les sciences naturelles, mais qu'en revanche, les femmes sont clairement sous-représentées avec un pourcentage de 22%, la moyenne de l'OCDE étant de 24% et la Turquie connaissant même un taux de 54%.

L'éducation est méritante pour plusieurs raisons: elle réduit le risque du chômage, permet d'élever le niveau salarial et favorise le bien-être ainsi qu'une intégration positive dans la société.

En Suisse, 67% de personnes sans formation secondaire déclaraient qu'elles se sentaient bien, ce taux augmentant à 82% pour celles qui avaient un diplôme de l'enseignement secondaire et à 90% pour celles qui étaient hautement qualifiées. Toujours dans notre pays, il existe trois fois plus de personnes qui travaillent bénévolement dans la catégorie des mieux formées que dans celle ne disposant pas de diplôme secondaire (respectivement 21% et 7%). Par ailleurs, dans la catégorie des personnes les mieux formées, le taux de participation aux élections monte en fonction de la qualité des diplômes (de 55% à 83%).

> Table des matières

Percentage of 25-64 year-olds in employment, by level of education, 2009

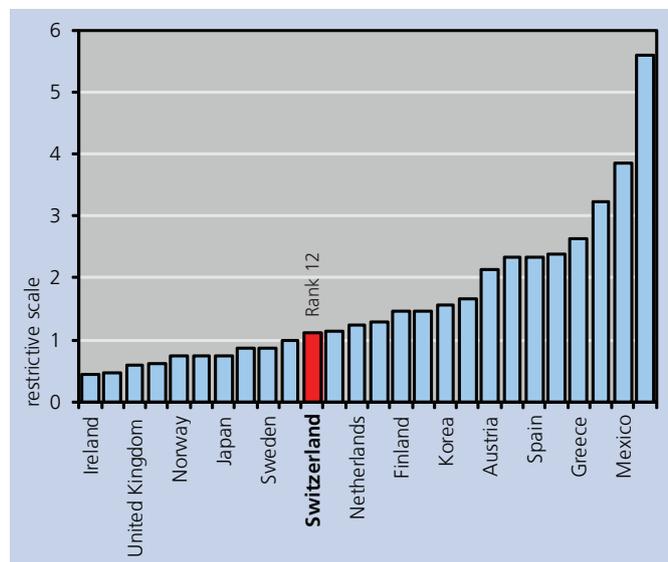


08. Entrepreneuriat: facteur-clé du développement économique «Entrepreneurship at a Glance 2011»

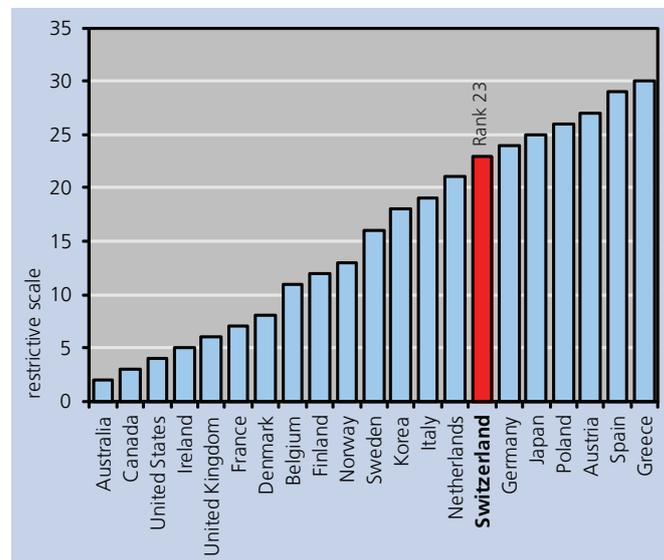
Depuis plusieurs années, l'OCDE reconnaît l'importance de la création de nouvelles entreprises pour expliquer le dynamisme et la croissance de nos économies. Les comparaisons internationales dans ce domaine se heurtent toutefois à de nombreux obstacles, car la démographie des entreprises repose très souvent sur des sources administratives disparates et difficiles à harmoniser. C'est peut-être pour cela que la Suisse, malgré de nombreux progrès réalisés ces dernières années dans ce domaine de la statistique, est largement absente de la dernière publication synthétique «Entrepreneurship at a Glance 2011» que l'OCDE a consacrée au phénomène de l'entrepreneuriat.

La Suisse apparaît heureusement dans certaines comparaisons, notamment en ce qui concerne les conditions cadres offertes aux nouvelles entreprises. Les indicateurs retenus fournissent une image contrastée et parfois contradictoire, ce qui témoigne de la réalité parfois très complexe que les indicateurs retenus ont à refléter.

Administrative burdens on start-ups, 2008



Starting a business, 2010



En effet, lorsqu'on examine les indicateurs de charge administrative calculés par l'OCDE, notre pays se classe relativement bien, soit au 12^{ème} rang des 37 pays étudiés (graphique ci-contre), immédiatement après les Etats-Unis, pays considéré par certains comme la Mecque des entrepreneurs.

Par contre, le résultat est nettement moins positif lorsqu'on se réfère à l'indice calculé par la Banque mondiale pour mesurer le même phénomène: là, la Suisse se situe au 23^{ème} rang sur 30 pays analysés (graphique ci-dessus), les Etats-Unis se plaçant dans le peloton de tête. On peut risquer ici une tentative d'explication: s'il est relativement facile de créer une entreprise en Suisse, il est par contre nécessaire de disposer de moyens financiers importants (par exemple un capital minimum), ce qui est un gage de sérieux dans le monde des affaires, mais qui pèjore notre score pour certains indicateurs.

> Table des matières

09. Autres publications

«*Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*»

Paris, 13 octobre 2011

«*Perspectives de l'emploi de l'OCDE*»

Paris, 17 octobre 2011

«*OECD Tax Policy Studies: Taxation and Employment*»

Paris, 12 octobre 2011

«*OECD Economic Survey of Ireland 2011*»

Paris, 14 octobre 2011

«*OECD Reviews of Health Systems: Switzerland 2011*»

Paris, 17 octobre 2011

«*Water Governance in OECD Countries*»

Paris, 25 octobre 2011

10. Calendrier OCDE

Agence Internationale de l'Energie (AIE) réunion ministérielle

Paris, 18-19 octobre 2011

Forum mondiale de l'OCDE sur l'environnement; Réussir la réforme de l'eau

Paris, 25-26 octobre 2011

World Pension Summit

Amsterdam, 2-4 novembre 2011

G20 - Sommet du G20

Cannes, 3-4 octobre 2011

Forum mondial de l'OCDE sur les échanges

Paris, 8-9 novembre 2011